

Liberal Party

(F150)

3-

LE PROCÈS
DU
Gouvernement Meighen

Le Parti Libéral et la
Victoire

F5012 . [92-?] L693P

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA



Queen's University at Kingston

L'APPEL AU PEUPLE

Enfin M. Meighen a décidé d'en appeler au peuple!

Enfin nous les tenons ces élections générales que nous demandions avec tant d'instance et que M. Borden d'abord, M. Meighen ensuite, s'est obstiné à nous refuser.

Elu en 1917 par la fraude et le préjugé, et sous le prétexte de la guerre, le gouvernement Borden-Meighen s'est accroché au pouvoir tant qu'il a pu; et bien que la guerre soit finie DEPUIS TROIS ANS, ce n'est qu'en 1921 qu'il en appelle au peuple.

Sa majorité qui était de 71 en 1917,—au lendemain de l'élection de guerre,—a fondu si rapidement que M. Meighen n'est plus même assuré d'une majorité en Chambre, et que la perte des élections partielles à venir ou quelques nouvelles défections pouvaient le chasser du pouvoir en plein parlement.

Il a préféré liquider ses affaires en pleine connaissance et profiter des dernières semaines pour placer tous ses amis.

Aussi avons-nous vu à Ottawa, en ces derniers temps, un spectacle unique dans notre histoire.

Sans doute à la veille des élections, il y a toujours quelques nominations faites par le gouvernement qui va se présenter devant le peuple.

Mais une location en gros comme celle qui s'est faite par M. Meighen est sans exemple dans notre histoire.

Tous, depuis le ministre le plus cossu jusqu'au plus humble partisan, se rendaient compte de la défaite inévitable et écrasante.

Tous ont voulu profiter des derniers instants pour obtenir la "récompense" de leurs efforts.

Il y avait des positions au sénat; il y en avait dans le service civil; il y en avait dans toutes les nombreuses activités du gouvernement.

On y a nommé des ministres, des députés avides de se caser, des amis du pouvoir qui se pressaient autour de M. Meighen pour obtenir eux aussi des faveurs "in-extremis".

Ils savaient bien que bientôt M. Meighen sera aussi impuissant que le dernier des électeurs du dominion.

Le sort du gouvernement étant scellé et l'anéantissement du parti inévitable, il fallait se hâter.

Et c'est pourquoi nous avons vu cette course formidable aux places et aux faveurs, qui ressemblait assez, selon le mot d'un journal "à une ruée d'héritiers sur un moribond en train de faire son testament."

LES ELECTIONS ET LES LIBERAUX

Que nous ayons des élections cet automne, c'est une **PREMIERE VICTOIRE** pour le parti libéral.

Pendant que se prolongeait l'hésitation des torys, une voix se faisait entendre réclamant des élections immédiates. Cette voix, c'était celle du parti libéral, exprimée par son chef et par tous ses orateurs, par ses journaux et ses clubs.

Partout, forte du droit populaire qu'elle incarnait et qui se manifestait déjà aux élections partielles, elle réclamait l'appel au peuple.

Si conformément à sa déclaration d'hier M. Meighen dissout le parlement, c'est qu'il est acculé par l'opinion et par la peur à cette décision.

Il y a plus de deux ans que les libéraux demandaient l'appel au peuple.

Nous aurions dû avoir des élections dès 1919, aussitôt après l'armistice.

Le premier geste du chef libéral, après le choix de la grande convention d'Ottawa, en 1919, fut de demander des élections.

Ce fut l'attitude qu'il prit à l'ouverture de la session de 1920 et de nouveau à la session de 1921.

Le 1er mars 1920, concluant son discours sur l'adresse en Chambre, l'hon. M. King proposait un amendement qui se terminait par le paragraphe suivant :

"Nous faisons donc respectueusement observer que les conseillers de Votre Excellence devraient déposer sans délai le projet de loi promis concernant le droit de suffrage et l'inscription des électeurs, et lui donner priorité sur toute autre affaire ; qu'après avoir fait voter la mesure législative jugée nécessaire à cet égard et provisoirement pris des dispositions pour les besoins urgents du service public, ils devraient recourir aux moyens autorisés par la constitution pour obtenir de Votre Excellence son assentiment à l'appel au peuple."

Le gouvernement d'alors, dont M. Meighen faisait partie, rejeta cet appel par les soins de sa majorité.

Le 15 février 1921, au début de la dernière session, l'hon. M. King demandait de nouveau l'appel au peuple et proposait l'amendement suivant :

"Nous soumettons respectueusement à votre Excellence que ses conseillers ne possèdent pas la confiance de la Chambre et du pays, et que la conservation de leurs fonctions constitue une usurpation des pouvoirs du gouvernement populaire."

M. Meighen était cette fois premier ministre; et il le rejeta prétextant qu'il ne pouvait pas faire d'élections avant que la redistribution ait lieu.

Il était alors bien déterminé à s'accrocher au pouvoir jusqu'au dernier moment.

Mais le chef libéral n'abandonna pas la partie et pendant tout l'été en différents points du territoire canadien, il prononça de grands discours dont le thème était invariablement que le gouvernement devait en appeler au peuple.

Nous le répétons, c'est une première victoire libérale que d'avoir obtenu l'appel au peuple.

LA SITUATION DES PARTIS

Au lendemain de 1917, après que la loi Meighen eut fait son oeuvre et que les votes de soldats eussent été répandus adroitement, la situation des partis était la suivante :

EN 1917

	Cons.	Lib.
Québec	3	62
Ontario	74	8
Nouvelle-Ecosse	12	4
Nouveau-Brunswick	7	4
Ile du Prince-Edouard	2	2
Manitoba	14	1
Alberta	11	1
Saskatchewan	16	0
Colombie Anglaise	13	0
Yukon	1	
	<hr/> 153	<hr/> 82

soit une majorité de 71 pour le gouvernement.

Mais après la guerre, un certain nombre d'unionistes passèrent à gauche et formèrent un groupe d'indépendants et de fermiers qui grossit d'une session à l'autre. Quelques libéraux revinrent à gauche. Enfin le gouvernement Meighen perdit plusieurs élections partielles.

A l'heure actuelle, l'état des partis en Chambre est le suivant :

	Cons.	Lib.	Ferm. et Ind.	Vances
Québec	2	61		2
Ontario	64	10	4	4
Nouvelle-Ecosse	10	6		
Nouveau-Brunswick	6	4	1	
Ile du Prince-Edouard	2	2		
Manitoba	11	1	3	
Saskatchewan	10	0	5	1
Alberta	8	1	3	
Colombie Anglaise	13	0		
Yukon	1	0		
	127	85	16	7

La majorité de M. Meighen était donc réduite à moins de vingt. Et avec les absences, les maladies, les démissions possibles, il risquait d'être battu, même en Chambre.

LE RECORD MEIGHEN : LES ELECTIONS DE 1917

M. Meighen, annonçant les élections, a déclaré qu'une seule question doit primer dans la lutte prochaine: la politique tarifaire canadienne.

C'est le vieux refrain des tories. M. Meighen l'a chanté lui-même sur tous les tons l'an dernier; et il le reprend encore.

La question du tarif est de prime importance il n'y a pas de doute, et les libéraux n'ont certes pas peur de l'aborder de front comme ils l'ont prouvé depuis plusieurs années.

Mais avant d'examiner l'avenir, il faudra d'abord sonder le passé.

M. Meighen voudrait bien éviter les responsabilités que son administration néfaste et scandaleuse lui a placées

sur les épaules en agitant la question du tarif comme un épouvantail; il fait ce jeu depuis la fin de la guerre mais l'heure est arrivée de jouer cartes sur table.

Le record du gouvernement Borden-Meighen est lourd à défendre. Il faudra expliquer les transactions ruineuses des chemins de fer, les contrats accordés sans l'autorisation du parlement pour la construction de navires marchands; les sommes fabuleuses dépensées en enquêtes inutiles; le refus d'accorder aux représentants du peuple les renseignements indispensables relativement à ces dépenses colossales.

C'est ce record qu'il faudra défendre devant l'électorat, et si lourd, si entaché de scandale soit-il, il faudra bon gré mal gré en subir les conséquences.

Il n'est pas nécessaire de rappeler dans le détail le record Meighen: il est présent à toutes les mémoires.

Il était déjà l'âme et l'inspirateur du régime Borden. On se souvient de tous les scandales et les turpitudes de ce régime durant la guerre. On avait spéculé sur les fournitures militaires, sur les munitions, sur l'équipement des armées sur tout.

En 1917, le parti Borden-Meighen était tellement discrédité qu'il marchait à une défaite certaine.

C'est alors que M. Meighen eut recours à cette fameuse coalition et imagina le gouvernement d'union... contre la province de Québec.

On se souvient la campagne de 1917, organisée par les soins de M. Meighen.

On dénonçait Québec comme la province déloyale, traître à l'empire et on traitait les nôtres de lâches et de poltrons.

Pendant ce temps, on promettait aux fermiers, dans les provinces anglaises, que leurs fils seraient exemptés de LA CONSCRIPTION, que celle-ci n'était que pour Québec.

C'est aussi M. Meighen qui imagina la fameuse loi des élections en temps de guerre. Cette loi permettait aux parentes de soldats de voter, mais elle ne donnait pas le droit de votes aux mères et aux épouses dont les fils et les maris étaient au pays: elle défranchisait dans l'ouest des milliers et des milliers de libéraux; elle nommait des énumérateurs qui pouvaient tronquer les listes à leur gré.

Elle permettait en plus de recueillir les votes des soldats en France et en Angleterre et de les distribuer dans des comtés choisis par eux. Les officiers, à la solde du gouver-

nement, exerçaient sur leurs hommes un contrôle puissant, outre que les bulletins étaient ensuite truqués et par les agents du gouvernement. Quatorze comtés qui avaient élu des libéraux, aux élections de 1917, leur furent ainsi odieusement volés par le vote d'outremer.

On était si sûr de ce moyen qu'on escomptait ces votes à l'avance. Et en pleine campagne électorale, M. Meighen envoyait à M. Borden le fameux télégramme chiffré qui fut produit en Chambre par l'opposition libérale. Il se lisait ainsi :

"Duncan lobby Osler tollering spasm weapons ovenge-leaves fracs Manitoba ordaining work towed imaginative fracar Selkirk baten dress blamable Provencher MacDonald, antiques rionism, Springfield scarlatina pruned ordaining drafting nurtured mentally wood Paddock amphibological meretricious belle."

Ce qui se traduisait ainsi :

Winnipeg, 30 Nov. 1917.

J'aimerais à avoir mille votes de soldats, en général pour le Manitoba, dont 300 pour Selkirk, la balance divisée entre Provencher, MacDonald et Springfield, ou dans la même proportion de division quelque soit le partage que vous pourrez faire.

(Signé) Arthur MEIGHEN.

Dont on peut rapprocher le suivant, tout aussi significatif :

"Winnipeg, 4 déc. 1917.

Sénateur Tanner, Halifax, N.-E.,

W. J. Tupper a reçu un télégramme de votre sous-secrétaire, et, en réponse, vous demanderait de lui répartir tous les votes non détachés également entre les comtés suivants :

Provencher, Springfield et Selkirk pour la province du Manitoba, et dans la Saskatchewan, Saltcoats, North Battleford, Prince Albert et Swift Current et Humboldt. Cela nous aiderait beaucoup.

(Signé) W. H. SHARPE.

Aux frais du comité du gouvernement d'union."

L'ADMINISTRATION MEIGHEN

Non seulement M. Meighen a joué aux élections de 1917 un rôle que les électeurs n'oublieront pas, mais encore de-

puis ce temps, il a continué d'être l'inspirateur principal de M. Borden jusqu'à ce qu'il le remplace, en 1920.

Pendant ce temps, le pays a été administré d'une façon inouïe et jamais nos affaires fédérales n'ont été en de plus mauvaises mains.

Si l'on veut s'en convaincre, on n'a qu'à regarder les chiffres officiels, notre dette publique se montant à plus de trois milliards et les déficits annuels qui atteignent deux cent millions.

Sans doute la guerre nous a légué un cortège important d'obligations. Mais celles-ci sont augmentées de tous les scandales et de tout le gaspillage pratiqué à Ottawa.

Au premier chef, doivent figurer les opérations des chemins de fer de l'Etat, sur lesquelles nous reviendrons et qui nous coûtent un déficit de cent millions par an.

C'est M. Meighen qui, dans le cabinet Borden, a été chargé des transactions par lesquelles l'Etat a acquis successivement le Canadien Nord d'abord et le Grand Tronc ensuite.

Tout récemment, une commission d'arbitrage composée des hommes les plus éminents, a déclaré que les actions du Grand Tronc ne valaient pas un sou. Cela laisse à penser ce que valaient les actions du Canadien Nord, qui était en bien plus mauvais état.

Et cependant sur les conseils de M. Meighen, il a réussi à faire adopter son point de vue par la majorité conservatrice. Non seulement le gouvernement a acquis le Canadien Nord, mais encore il a versé dix millions aux actionnaires,—des amis du pouvoir,—pour des actions qui ne valaient pas un seul sou.

Même folie dans l'administration de la marine, où le gouvernement Borden-Meighen a permis à l'hon. M. Ballantyne de construire une marine marchande de l'état, qui a coûté au bas mot 70 millions, le tout sans soumissions.

De ce côté encore le gouvernement a chargé les contribuables d'une entreprise qui nous vaut des déficits annuels et dont nous n'avons aucunement besoin.

Dans tous les départements ça été une orgie de dépenses dont le chiffre total est de six cents millions par an.

Naturellement, pour rencontrer toutes ces dépenses, à un moment où le commerce décline et où les revenus des douanes et de l'accise diminuent, il a fallu créer tout un cortège de taxes spéciales, qui écrasent le contribuable.

C'est sous le régime Meighen que l'on a vu surgir l'impôt sur le revenu, les taxes sur le commerce, les taxes de luxe, la taxe de vente, etc., etc., autant de moyens de faire payer aux contribuables les déficits causés par la maladministration, le gaspillage et le scandale.

Tel est, en résumé, le caractère de l'administration Meighen.

Et l'on voit, qu'indépendamment de son record à l'endroit de la province de Québec, il y a dans sa seule administration publique des centaines de raisons pour lesquelles il devra être écrasé le jour du vote.

LE TARIF

M. Meighen dit que la seule question, c'est le TARIF.

Nous lui répondons : "Nous ne vous permettons pas d'escamoter ainsi votre record et de vous servir du tarif comme d'un pardevent."

Mais nous sommes prêts à discuter le tarif avec M. Meighen.

Comme question de fait, tandis que ces bons tories font de la doctrine à outrance et ne songent qu'à protéger un groupe particulier au détriment de tous, les libéraux ont toujours maintenu sur le tarif une attitude sage et modérée.

La politique de M. King est celle qui sous Laurier nous a donné seize ans de prospérité; et que l'on peut qualifier de "politique du bon sens, la seule qui peut nous assurer le salut."

On l'a souvent démontré.

Il suffit de remonter aux sources et de revoir l'histoire du parti libéral pour constater que notre parti, sur cette question, a toujours été en faveur d'une politique de juste milieu.

Dans un immense pays comme le nôtre, les intérêts sont nécessairement aussi variés qu'importants et il faut adopter une politique qui puisse convenir à tous, dans la mesure où ces intérêts se peuvent concilier.

De 1896 à 1911, Sir Wilfrid Laurier a maintenu son pays dans un état de prospérité inouïe, grâce à une politique qui faisait la part des choses et qui avantagait à la fois le producteur et le consommateur.

C'est à cette politique tarifaire que les libéraux sont restés attachés: et c'est un fait qu'on ne peut les rendre solidaires des théories outrancières de droite ou de gauche.

Il faut à ce pays un tarif qui permette à nos industries de vivre tout en soulageant le consommateur de tout fardeau inutile de tarifs de douane.

C'est-à-dire qu'on ne saurait adopter une politique uniforme ni dans un sens ni dans l'autre, et que le tarif doit varier avec le produit.

En 1897 comme en 1906,—alors qu'ils étaient au pouvoir,—les libéraux en ont ainsi agi. Le tarif Fielding était un tarif modéré, et soucieux des intérêts de tous.

En 1911, le parti libéral est tombé du pouvoir grâce à une campagne de préjugés qui a empêché le peuple de voir clair. Il voulait abaisser le tarif sur les produits alimentaires.

Mais il est une autre ligne de produits pour lesquels nous avons des industries déjà établies et qui sont prospères, mais qui ont besoin pour continuer de prospérer que notre marché ne soit pas encombré de la marchandise étrangère.

Le parti libéral est celui de la tolérance en matière fiscale comme dans les autres; et c'est dans ses rangs que l'on trouvera les hommes les mieux disposés à concilier les intérêts de toutes les classes du pays.

Les libéraux sont en faveur d'un tarif modéré qui n'est ni le libre-échange dont nous sommes les premiers à reconnaître les dangers, ni cette protection excessive par laquelle le gouvernement Meighen a permis aux profiteurs de guerre de s'enrichir pendant que le peuple était écrasé par les taxes.

La politique tarifaire des libéraux, encore une fois, c'est celle du gouvernement Laurier qui de 1896 à 1911 a donné à son pays une prospérité inouïe.

La politique des libéraux, c'est celle qui a été annoncée à la grande convention du parti quand l'hon. M. King a été choisi comme notre chef;

La politique des libéraux, c'est celle qu'ils ont défendue à chaque session en présentant un amendement au budget;

C'est une politique d'un juste milieu tendant à la fois à protéger nos industries et à soulager nos consommateurs; la seule politique qui puisse s'adapter à un pays dont les besoins sont aussi variés et aussi nombreux que le nôtre.

LES DOUANES

L'un des départements qui ont été le plus déorganisés par le gouvernement Borden-Meighen, c'est celui des douanes.

Les règlements et les décrets s'y sont succédés, modifiant constamment les conditions de nos douanes et créant aux importateurs une situation effarante, qui a eu l'effet le plus désastreux sur notre commerce.

Au lendemain de la guerre, le département des douanes calculait encore ses taux sans tenir compte de l'échange sur la monnaie européenne, avec ce résultat qu'une marchandise qui avait coûté cent dollars en France, en évaluant le franc

à huit sous, était taxée à la douane comme une marchandise valant au delà de deux cents dollars, en évaluant le franc au pair.

La même condition existait par rapport aux marchandises venues de tous les autres pays d'Europe.

C'était une position impossible à tenir pour nos commerçants, d'autant plus qu'aux Etats-Unis, on tenait compte déjà de la dépréciation des monnaies européennes à la douane américaine.

A force d'instance, l'opposition libérale obtint que le règlement des douanes fut modifié et que l'on tint compte du taux de l'échange.

Le ministère, après avoir refusé en Chambre, adopta un règlement par arrêté en conseil, au mois de juillet 1920, mais il se garda de le rendre public; et pendant des semaines les importateurs payèrent l'ancien droit de douane, cependant que les amis du pouvoir, mieux renseignés, bénéficiaient de la modification.

Subséquemment, le gouvernement décida de mettre la marchandise américaine sur le même pied, c'est-à-dire que nos importateurs avaient à payer la douane sur le surplus du coût d'achat, vu que notre argent est déprécié aux Etats-Unis.

Dans ce cas encore, le changement se fit brusquement, sans avis, et il fut cause qu'un grand nombre de nos maisons canadiennes qui font commerce avec les Etats-Unis, se trouvèrent à payer un excès de douane qu'elles n'avaient pas prévu.

Mais ce fut pis encore quand le gouvernement revint sur sa décision concernant la marchandise européenne. A l'heure actuelle, le département ne veut plus tenir compte que d'une dépréciation de 50%; c'est-à-dire que le franc, la lire, le marc, la couronne sont évalués par la douane canadienne à 50% de leur valeur au pair, même si leur dépréciation réelle est bien plus considérable.

Et nos importateurs, de nouveau, se sont trouvés en face de cette modification arbitraire, obligés de payer des taux de douane sur deux fois, trois fois et même dix fois la valeur des objets.

Toutes ces modifications apportées dans le court espace de dix-huit mois, ont eu pour effet de désorganiser et de décourager notre commerce, nos importateurs ne pouvant plus prévoir quelles seraient les conditions à la douane canadienne quand les marchandises qu'ils achetaient d'Europe leur parviendraient.

Dans certains cas, nous disait un importateur, nous avons acheté sous l'empire d'un premier règlement; nous avons passé nos marchandises en douane, sous un nouveau

règlement; et c'est un troisième règlement qui était en force quand nous avons revendu la marchandise au Canada.

Comme on le voit, c'est là un système déplorable, funeste et qui donne une idée exacte du désarroi complet où en est venu le gouvernement Meighen et ses administrateurs.

LES TAXES

On devine que le gouvernement Meighen n'a pu boucler son budget qui se chiffre par un déficit de 200 millions par an, sans imposer les taxes les plus variées et les plus onéreuses.

C'est sous le gouvernement Meighen ou son prédécesseur, M. Borden, que l'on a vu surgir l'impôt sur le revenu.

Jusqu'à date, nos gouvernements avaient pu éviter de taxer directement le peuple, tirant de la douane et de l'accise les montants qui leur étaient nécessaires pour l'administration du pays.

Sans doute les dépenses de la guerre ont été en bonne partie responsables de l'accroissement des taxes au Canada.

Mais le gaspillage effrené et les scandales sur les fournitures militaires et les munitions ont contribué à grossir considérablement le montant de nos obligations.

Bien plus, le gouvernement Borden-Meighen, tandis qu'il taxait le peuple, permettait aux riches de se mettre à l'abri en offrant en vente des bons de guerre exempts de taxe.

On a évalué la somme des bons de guerre exempts de taxes à un billion trois cent quatre-vingts millions de dollars.

L'impôt sur le revenu d'ailleurs a été insuffisant ainsi que la taxe sur les bénéfices qui en a été le corollaire, pour combler le déficit.

On estime même qu'une bonne partie des revenus de cet impôt est consacré à payer les employés qui ont charge de le percevoir et le gouvernement Meighen a toujours refusé de dire le montant exact que lui coûtait cette perception. Mais ce que nous savons, c'est que si on en déduit les frais d'opération, il rapporte tout au plus une trentaine de millions au trésor.

Il a donc fallu créer d'autres taxes; et parmi elles, la plus onéreuse était la taxe dite de luxe que le gouvernement avait imposée à la session de 1920 et qui n'a eu cours que pendant quelques mois.

On se rappelle cette période de terreur économique où le petit consommateur ne pouvait acheter un objet de consommation sans payer 10% ou 15% pour la taxe.

Cette taxe n'a eu cours que pendant quelques mois, parce que le gouvernement effrayé des protestations universelles, n'a pas osé la maintenir.

Mais qui nous dit qu'il ne tenterait pas de la rétablir s'il reprenait les rênes du pouvoir.

Il lui a substitué, en attendant, une taxe sur la vente qui se monte à 3% et qui devra être portée à 4% ou 5% si la dépense effrénée des deniers publics se continue à Ottawa et si l'on ne trouve pas une solution au problème des chemins de fer qui nous mangent chaque année près de cent millions.

Le gouvernement Meighen a aussi augmenter le tarif des douanes sur plus d'un objet et il a créé d'autres taxes spéciales entre autres la taxe sur les alcools.

Cette dernière est destinée à frapper directement la province de Québec puisque c'est la seule où l'alcool se vende encore avec la Colombie Anglaise et si le gouvernement de Québec est forcé de vendre la boisson plus cher qu'il ne voudrait, c'est parce qu'il doit payer une taxe d'environ un dollar par bouteille au gouvernement Meighen.

Nous soutenons que cette dernière taxe, imposée sur des produits qui ne se vendent que dans deux des neuf provinces, est immorale si même elle n'est pas illégale,—ce que sera appelé à décider le conseil privé.

LE SCANDALE DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT

C'est par l'entremise de M. Meighen que le gouvernement a fait l'acquisition du Canadian Northern, puis du Grand Tronc, lesquels en s'ajoutant aux voies que le gouvernement possédait déjà ont constitué ce réseau formidable qui nous coûte actuellement un déficit de CENT MILLIONS PAR AN.

M. Meighen a été l'âme damnée de l'achat du Canadian Northern. Et non seulement il a imposé ainsi au pays, une charge écrasante, mais encore il a fait payer aux actionnaires,—après un arbitrage qui n'était qu'un camouflage,—DIX MILLIONS POUR DES PARTS QUI NE VALAIENT PAS UN SOU.

Dans le cas du Grand Tronc, un arbitrage sérieux a déclaré les parts SANS VALEUR. Si celles du Grand Tronc ne valaient rien, à plus forte raison celles du Canadian Northern, qui était une voie dépréciée, en pleine banqueroute.

Les chemins de fer de l'Etat sont en déficit annuel de CENT MILLIONS : et le gouvernement Meighen n'a pu trouver aucun remède à la situation.

Quand on discute la question des chemins de fer, on peut être sûr que les conservateurs répliquent que "si nous som-

mes dans une impasse, en ce moment, le gouvernement libéral d'avant 1911 doit en être tenu responsable et que c'est Laurier qui a trop bâti de chemins de fer."

C'est une pure légende, et il suffit de recourir aux faits et aux chiffres pour s'en convaincre.

Il est vrai que c'est sous le gouvernement Laurier que le Transcontinental et le Grand Tronc-Pacifique ont été commencés après avoir été approuvé par le peuple.

Mais nous étions alors en pleine prospérité et ce chemin de fer répondait aux exigences du temps.

Si l'on consulte les statistiques officielles, on verra que de 1901 à 1911 la moyenne de milles de chemins de fer par personne n'a pas sensiblement augmenté, tandis que de 1911 à 1917, époque d'administration conservatrice, la moyenne de milles s'est accrue de la façon la plus accusée.

Voici un petit tableau dont nous empruntons le contenu au rapport sur les chemins de fer en 1917, par la commission Drayton-Acton :

	Milles de Voies ferrées	Moyenne de per- sonne par mille
En 1901	18,000	300
1911	25,000	284
1917	40,500	180

En d'autres termes, en 1901, première année du recensement sous le régime Laurier, nous n'avions qu'un mille de chemin de fer par 300 habitants; en 1911, fin du régime Laurier, la moyenne était d'un mille par 284 habitants.

Mais en 1917, après plusieurs années du régime Borden, elle était rendue à un mille par 180 habitants.

On voit donc que c'est sous le régime Borden que la proportion est devenue demesurée et cela est dû aux nombreux embranchements consentis dans l'ouest et à la construction de certains tronçons du Canadien-Nord qui étaient parallèles, soit au Grand-Tronc-Pacifique, soit au Pacifique Canadien.

Ajoutons d'ailleurs que c'est la province de Québec qui est la moins bien fournie à ce sujet.

Tandis que dans la Saskatchewan, par exemple, on a un mille de chemin de fer par 105 habitants, dans Québec, la moyenne n'est que d'un mill e par 522 habitants.

Cependant, nous payons notre proportion de taxes égale à celle des gens de l'ouest et nous n'avons pas le bénéfice d'un service aussi étendu.

Encore une fois, c'est une légende ou de dire que le gouvernement Laurier a bâti trop de chemins de fer ou de pré-

tendre que nous n'avons pas à nous plaindre dans l'est de la situation actuelle des voies ferrées.

C'est sous le régime Borden que les chemins de fer se sont multipliés au-delà de nos moyens et de nos ressources; et comme tout ce qui s'est fait sous ce régime, c'est la province de Québec qui a écopé et qui paie pour les autres.

LA MARINE MARCHANDE

Parmi les extravagances que nous devons relever dans l'administration Meighen, celle de la marine marchande de l'Etat n'est certes pas la moindre.

Cette marine marchande, produit du cerveau de M. Ballantyne, a été construite à un moment où tous les pays se désistaient de leur tonnage, augmenté au cours de la guerre pour répondre aux exigences de cette période.

Jusqu'à présent, elle nous coute la somme énorme de \$70,000,000 sans parler de la dépréciation dans la valeur de ces vaisseaux.

Nous avons actuellement toute une flotte de vaisseaux marchands qui ont été construits à raison de \$170 par tonne, et aujourd'hui, la valeur de ces mêmes vaisseaux est descendue à \$120 par tonne, laissant, comme on le voit un déficit, dans la dépréciation seulement, de \$50 par tonne.

Lors de la session de 1920-21, M. Ballantyne annonçait en Chambre que les recettes de la marine marchande égalaient les dépenses et que par conséquent le ministère de la marine n'avait aucun déficit à enregistrer.

Mais le ministre de la marine oubliait sciemment de parler de l'intérêt sur le capital, de l'usure des vaisseaux et de la dépréciation dans la valeur que nous avons indiquée plus haut.

Et en tenant compte de tout cela, comme M. Ballantyne aurait dû le faire, eût-il donné un compte rendu consciencieux des opérations de notre flotte, c'est un déficit d'environ vingt-cinq millions de dollars que nous aurait annoncé le ministre de la marine.

Voilà ce que nous a coûté cette entreprise ridicule depuis moi ns de trois ans que nous y a plongés le gouvernement Meighen.

De plus, M. Ballantyne ne s'est fait aucun scrupule d'accorder des contrats sans au préalable demander des soumissions, comme il était obligé de le faire.

L'opposition libérale a fortement combattu l'octroi de nouveaux crédits pour la marine marchande. Durant une nuit et une journée entière, elle a lutté avec acharnement

pour ne plus permettre que les deniers publics soient jetés dans ce gouffre.

Cette lutte fait honneur au parti libéral et elle montre de quel côté le peuple doit se tourner s'il veut que ses intérêts soient sauvegardés.

DEPENSES MILITAIRES ET NAVALES

Parmi les dépenses ruineuses dont le gouvernement Meighen a accablé le pays, il faut faire figurer, au premier rang, les dépenses militaires et navales.

Dans le dernier exercice de 1920-21, les dépenses du département de la milice se montent à douze millions.

Si l'on ajoute à cela cinq millions pour la police montée et les trois millions de la marine de guerre, on arrive à une dépense globale de vingt millions par année pour fins militaires.

Ce chiffre est absolument exorbitant.

A commencer par la police montée, ce service qui a quelque utilité particulière dans l'ouest, pourrait être réduit des trois quarts et il est parfaitement ridicule de maintenir, comme l'a fait le gouvernement Meighen, un régiment de police montée en pleine ville d'Ottawa, dont les membres n'avaient d'autres fonctions que celle de décorer les rues et salles de danses de leurs uniformes.

Quand au département de la milice proprement dit, on n'y dépensait que cinq millions par an avant la guerre.

A ce moment, nos finances étaient en meilleur état et l'on pouvait alléguer qu'il fallait une certaine préparation militaire, en vue du conflit qui menaçait en Europe.

Mais maintenant que la guerre est finie et qu'elle nous a légué les plus lourdes obligations, il est du dernier ridicule de tripler nos dépenses pour la milice, alors qu'il importerait au contraire de les réduire considérablement.

Notons que dans ce chiffre ne figurent pas naturellement les dépenses pour la démolition et le rétablissement de nos soldats dans la vie civile, qui constituent des départements à part.

Le même raisonnement vaut pour notre marine de guerre.

Maintenant que la guerre est finie, que le péril allemand est disparu et la marine allemande détruite et que nos finances sont dans le plus fâcheux état, il est absurde de maintenir une marine de guerre, qui ne peut plus servir à rien du tout, qui nous coûte, à son début, trois millions par an, mais qui coûterait bien davantage si M. Meighen et ses amis avaient l'occasion de la développer à leur gré.

Le parti libéral devra mettre fin à ces dépenses militaires et navales qui n'ont pas leur raison d'être et qui contribuent largement à écraser le peuple sous le fardeau des taxes onéreuses qui ont dû être imposées pour les rencontrer.

LE PARTI LIBERAL EST LE PARTI DU PEUPLE

Il y a une différence bien marquée entre le toryisme, ou doctrine conservatrice et le libéralisme canadien.

Le toryisme est le parti des gros intérêts et de l'intolérance, qui n'a rien appris de la guerre et prétend continuer à gouverner le pays au moyen des mêmes méthodes autocratiques qui lui ont été si fatales dans le passé.

Le libéralisme est le parti de la tolérance et de la bonne entente, qui a compris la grande leçon de la guerre et veut la mettre en pratique, le parti qui, réunissant en son programme les aspirations des diverses classes de la société, prétend rendre justice à toutes et les favoriser chacune dans une égale mesure pour le plus grand bien de la patrie.

Les mouvements agraire et ouvrier ne sont qu'une expression du libéralisme.

L'objet de notre parti est d'unir sous un même drapeau tous ceux qui aspirent à un gouvernement véritablement démocratique, tous ceux qui aspirent à des conditions meilleures d'existence, tels que les vétérans de la guerre, les travailleurs, les fermiers.

C'est l'objet du libéralisme de rendre la vie meilleure en donnant au peuple canadien les réformes dont il a besoin, et c'est pourquoi, ne désirant avant tout que le bien général du public, il ne pourra faire autrement que triompher.

Le mouvement ouvrier fut organisé dans le but d'unir les divers éléments de travailleurs et de donner une expression personnelle à leurs revendications. Le mouvement agraire naquit de la même façon.

Ainsi nous avons deux classes particulièrement désireuses de faire valoir leurs droits et poursuivant ainsi un but éminemment démocratique.

Mais lorsqu'une classe prétend gouverner le pays aux dépens d'une autre classe, elle dépasse les bornes de la saine démocratie, et c'est pourquoi, s'il est désirable de voir les fermiers et les ouvriers représentés au parlement par des fermiers et par des ouvriers, ce ne doit pas être comme classe ou comme groupe, mais avant tout comme citoyens canadiens, comme représentants de toutes les classes de la société.

Le gouvernement par une classe ou par un groupe tend à diviser le pays, comme il tend, en suscitant les jalousies de classes ou de races, à faire l'oeuvre des politiciens sans scrupule.

Non, le devoir de tous ceux qui sont opposés aux principes tory est de s'unir étroitement afin d'assurer la défaite du régime qui nous oppresse aujourd'hui. Et c'est par l'union sous la bannière libérale qu'on assurera le mieux l'avènement du gouvernement démocratique, par le peuple et pour le peuple.

LES LIBERAUX ET LES AGRICULTEURS

La convention libérale de 1919,—qui a défini notre programme,—a adopté une résolution énergique pour encourager et intensifier la production agricole.

Elle fut présentée par l'hon. M. Fisher en un discours lucide, plein de substance et que la presse a déjà résumé.

La résolution stipule d'abord : "Dans l'intérêt de la production et du progrès agricoles, il convient d'imprimer un plus vif essor à la coopérative et au placement de nouveaux capitaux dans l'industrie agricole. Il est donc expédient d'utiliser le crédit national au bénéfice des associations coopératives de crédit agricole, afin de fournir des capitaux à l'agriculture aux taux les moins élevés possibles.

Il faut en effet à nos agriculteurs des capitaux à des conditions faciles et qui leur permettent d'étendre librement le champ de leurs opérations.

Dans un autre paragraphe, la résolution s'occupe de la question des élevateurs et des entrepôts frigorifiques. Il se lit en substance comme suit :

"Dans le but d'abaisser la cherté de la vie en éliminant autant que possible les pertes et les frais inutiles, dans la manutention des denrées alimentaires entre le producteur et le consommateur, il convient de donner plus d'extension au principe et au système des élevateurs de l'état au Canada et d'établir des entrepôts frigorifiques aux élevateurs régionaux.....Il importe aussi de créer des facilités de transport en entrepôt frigorifique, au prix de revient, pour l'expédition des denrées alimentaires au Canada et pour acheminer vers les marchés mondiaux l'excédent des produits agricoles du pays."

Enfin, la résolution, prévoit la distribution d'engrais à un coût aussi modique que possible.

Cette vaste résolution, l'une des plus importantes de toute la convention, rencontre dans son essence tous les besoins de la classe agricole, si on la réunit à celle du tarif qui prévoit la franchise des instruments aratoires.

Le cultivateur aura ainsi capitaux, outillage, engrais, élévateurs et entrepôts aux conditions les plus avantageuses.

Et le pays tout entier bénéficiera du bien-être de la classe agricole et de la facilité intense de la production.

LE PARTI LIBERAL ET LES OUVRIERS

Ces centaines de délégués libéraux qui se réunirent à Ottawa durant l'été de 1919, élaborèrent un programme politique qui demeure le plus conforme aux aspirations de la nation canadienne.

C'est parce qu'il est fondé sur des principes qui ne meurent pas qu'en toute chose, il a pour objectif le bien-être et la prospérité du peuple tout entier.

Ce programme est reparti en une série de résolutions qui touchent à tous les problèmes impérieux de l'heure actuelle et comportent une solution pour chacun.

On sait que certaines de ces résolutions s'appliquent plus spécialement aux classes des travailleurs, plus ou moins négligées par le régime actuel, et tendent à leur donner, par des réformes appropriées, une justice pleine et entière.

Qu'il ne s'agit pas là de vaines et passagères formules, nous en avons une preuve nouvelle dans les discours prononcés depuis par l'honorable MacKing King où il a encore accentué cette partie du programme libéral qui regarde surtout les ouvriers.

Le chef du parti libéral a donné la plus belle partie de sa vie à l'étude des problèmes industriels, de sorte qu'il est autant, sinon plus que tout autre en mesure de leur apporter une solution satisfaisante.

Et quand il émet cette opinion qu'une "reconnaissance plus large des droits des travailleurs et la représentation de ceux-ci dans l'élaboration et le contrôle de la politique industrielle auraient pour effet de mettre fin aux troubles ouvriers", il dit une chose longuement réfléchie et préconise une mesure dont l'application contribuerait très largement au maintien de l'ordre général.

C'est pourquoi il ajoute: "Nous croyons que si le travail est aussi nécessaire à l'exploitation heureuse d'un che-

min de fer que le capital et la direction, le travail a aussi droit à sa place dans le bureau de direction."

C'est l'objet du libéralisme de rendre à l'ouvrier pleine et entière justice, non pas une justice qui le favoriserait aux dépens des autres classes de la société, mais la justice à laquelle il a droit.

Le programme libéral comporte plusieurs autres mesures industrielles, mesures qui répondent pleinement à leurs aspirations.

Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'il n'y a pratiquement pas de différence entre le programme ouvrier du parti libéral et le programme adopté par les congrès ouvriers.

Le parti libéral préconise un juste milieu entre les deux extrêmes de la ploutocratie et du bolchévisme, le milieu démocratique de l'ordre et du bien-être de tous, par tous et pour tous.

LE VOTE DES FEMMES

Pour la première fois dans l'histoire canadienne, les femmes pourront exercer le droit de vote, aux prochaines élections générales que nous a annoncées M. Meighen.

On se rappelle qu'en 1917, le gouvernement Meighen, pour s'assurer de la victoire, avait élaboré une loi électorale qui ne donnait le droit de vote qu'aux parentes des soldats, épouses, mères ou soeurs.

Depuis, les femmes ont pu aussi voter librement dans trois élections partielles, celles de Québec-Est, de Saint-Jacques et de Yamaska.

C'est donc un élément nouveau qui va entrer dans la balance et qui ne laissera pas que de préoccuper fortement les candidats en présence qui cultiveront de près leurs électrices. Celles-ci, en effet, pourraient être un bon appoint pour influencer le vote masculin.

Dans la province de Québec, nous ne doutons pas, et les trois élections partielles que nous mentionnons plus haut en témoignent, que le vote féminin sera grandement favorable au parti libéral.

La femme qui jusqu'ici ne s'était préoccupée que de questions plutôt d'intérêt social, campagnes en faveur de l'enfance, oeuvres charitables, etc., devra forcément se prononcer maintenant sur des questions d'une portée beaucoup plus grande au point de vue économique.

Le domaine politique leur est donc ouvert et elles apportent un grand intérêt dans les discussions qui se poursuivront, car l'enthousiasme du nouveau ne sera pas moindre chez elle que chez les voteurs masculins.

Il faudra que les femmes prennent une part assez active dans les prochaines scampagnes électorales, il leur faudra faire entendre leur voix pour approuver ou condamner une administration, et la première occasion qui se présente à elles les force à condamner un gouvernement d'extravagance.

Mais pour récolter tout le fruit de leur suffrage, il faudra que les femmes canadiennes voient à ce que leurs noms soient bien enregistrés; elles en auront la possibilité quelque temps avant les élections alors qu'une liste leur sera ouverte.

L'avenir du Canada est une chose dont chacun se préoccupe fort depuis quelques années. Nous n'avons plus un gouvernement sage et économe comme celui de Sir Wilfrid Laurier; au contraire, nous sommes affligés de la plaie du torysme qui nous a placés dans un si joli marasme financier.

Portant également le lourd fardeau des taxes, il est juste que les femmes puissent collaborer dans l'oeuvre de l'avenir: ce sera pour le plus grand bien de tous.

CONCLUSIONS

Le gouvernement Meighen a conduit le pays à la ruine et à la banqueroute; il a semé la discorde et les préjugés dans notre pays; il a été un instrument de désunion, d'intolérance et de désastre.

IL FAUT VOTER CONTRE LES CANDIDATS MEIGHEN.

IL FAUT VOTER POUR LES CANDIDATS DU PARTI LIBERAL.

Le parti libéral est le parti de la modération, de la justice; le parti de toutes les classes, industrielles, ouvrières et agricoles.

LE PARTI LIBERAL EST LE PARTI DE LA VICTOIRE.



